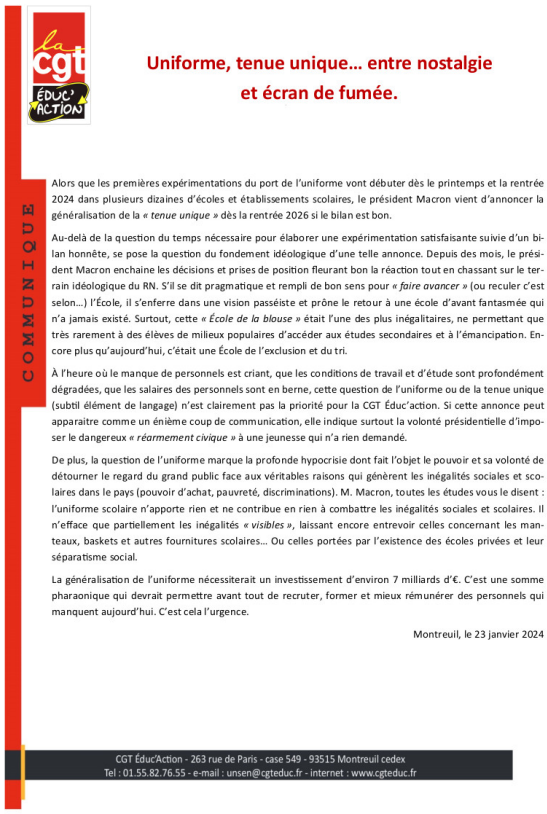
# École privée, séparatisme scolaire et social… ça suffit !

mardi 23 janvier 2024, par CGT

En seulement quelques jours à la tête du très conséquent ministère de l’Éducation nationale, de la jeunesse et du sport, la ministre Oudéa-Castera a réussi l’exploit d’enchainer assez de controverses pour faire prendre conscience au grand public du poids de l’École privée dans le système éducatif français, de son rôle dans le creusement des inégalités et le contournement du système par les « élites » afin de préserver la reproduc-tion sociale.
Sa nomination montre une nouvelle fois qu’on peut être ministre de l’Éducation nationale tout en faisant le choix d’une scolarité dans l’enseignement privé. Ce choix personnel caractérise le fait que pour les familles les plus favorisées, le service d’éducation public n’est pas assez bien (même dans les quartiers parisiens pri-vilégiés) pour elles. Rien ne remplace l’enseignement privé, même si les établissements choisis sont parmi les plus réactionnaires (brutalité, sexisme, enseignement religieux imposé…) et élitistes. En refusant le sys-tème et ses règles (écoles de secteur, Parcoursup…), en usant d’excuses fallacieuses, en soutenant un éta-blissement jugé hors la loi par son propre ministère et en pointant du doigt l’Éducation nationale et ses per-sonnels, la ministre se fait la porte-drapeau d’un séparatisme social et scolaire assumé de la part des classes dirigeantes. Impensable et inacceptable alors qu’elle est la garante de l’Institution et des valeurs d’égalité que celle-ci doit porter. C’est également le reniement le plus complet de l’engagement pris par son prédé-cesseur Ndiaye en matière de mixité, mais aussi la marque de fabrique d’un gouvernement assumant claire-ment de liquider les Services publics et d’ancrer l’École du tri pour optimiser la reproduction sociale des plus favorisé·es.
Pour la CGT Éduc’action, l’affaire Oudéa-Castera rappelle à tout le monde que l’opposition École publique-École privée existe toujours au détriment de la première. Contournement de la carte scolaire, faiblesse de la mixité sociale, inégalités scolaires… le tout généré et alimenté par un très important financement public (75% provenant de l’État et des collectivités territoriales) instauré par la loi Debré. L’État a donc lui-même mis en place une concurrence déloyale dont profitent ses plus hauts responsables. En introduisant la scolari-sation obligatoire dès 3 ans sans remettre en cause la prise en charge des dépenses de fonctionnement du privé par les collectivités territoriales, la loi Blanquer a renforcé cette inégalité et le « détournement » des fonds publics vers le privé. À l’heure où l’enseignement public a besoin de moyens pour recruter et former ses personnels, pour équiper correctement ses écoles-établissements-services et appréhender la transition écologique, pour augmenter ses personnels, pour lutter efficacement contre le séparatisme social et sco-laire, pour garantir un grand service public d’Éducation nationale unifié, laïque et gratuit (porteur de cohé-sion sociale), la CGT Éduc’action exige la nationalisation de l’enseignement privé et l’abrogation de la loi

De-bré. Elle exige également le réengagement financier de l’État et une augmentation significative de la part du PIB allouée à l’École avec un seul mot d’ordre : fonds publics pour École publique.
Montreuil, le 22 janvier 2024



COMMUNIQUÉ

**Uniforme, tenue unique… entre nostalgie et écran de fumée.**

Alors que les premières expérimentations du port de l’uniforme vont débuter dès le printemps et la rentrée 2024 dans plusieurs dizaines d’écoles et établissements scolaires, le président Macron vient d’annoncer la généralisation de la *« tenue unique »* dès la rentrée 2026 si le bilan est bon.

Au-delà de la question du temps nécessaire pour élaborer une expérimentation satisfaisante suivie d’un bilan honnête, se pose la question du fondement idéologique d’une telle annonce. Depuis des mois, le président Macron enchaine les décisions et prises de position fleurant bon la réaction tout en chassant sur le terrain idéologique du RN. S’il se dit pragmatique et rempli de bon sens pour *« faire avancer »* (ou reculer c’est selon…) l’École, il s’enferre dans une vision passéiste et prône le retour à une école d’avant fantasmée qui n’a jamais existé. Surtout, cette *« École de la blouse »* était l’une des plus inégalitaires, ne permettant que très rarement à des élèves de milieux populaires d’accéder aux études secondaires et à l’émancipation. Encore plus qu’aujourd’hui, c’était une École de l’exclusion et du tri.

À l’heure où le manque de personnels est criant, que les conditions de travail et d’étude sont profondément dégradées, que les salaires des personnels sont en berne, cette question de l’uniforme ou de la tenue unique (subtil élément de langage) n’est clairement pas la priorité pour la CGT Éduc’action. Si cette annonce peut apparaitre comme un énième coup de communication, elle indique surtout la volonté présidentielle d’imposer le dangereux *« réarmement civique »* à une jeunesse qui n’a rien demandé.

De plus, la question de l’uniforme marque la profonde hypocrisie dont fait l’objet le pouvoir et sa volonté de détourner le regard du grand public face aux véritables raisons qui génèrent les inégalités sociales et scolaires dans le pays (pouvoir d’achat, pauvreté, discriminations). M. Macron, toutes les études vous le disent : l’uniforme scolaire n’apporte rien et ne contribue en rien à combattre les inégalités sociales et scolaires. Il n’efface que partiellement les inégalités *« visibles »*, laissant encore entrevoir celles concernant les manteaux, baskets et autres fournitures scolaires… Ou celles portées par l’existence des écoles privées et leur séparatisme social.

La généralisation de l’uniforme nécessiterait un investissement d’environ 7 milliards d’€. C’est une somme pharaonique qui devrait permettre avant tout de recruter, former et mieux rémunérer des personnels qui manquent aujourd’hui. C’est cela l’urgence.

Montreuil, le 23 janvier 2024

CGT Éduc’Action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Tel : 01.55.82.76.55 - e-mail : unsen@cgteduc.fr - internet : www.cgteduc.fr

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»
DÉTÉRIORATION DES SERVICES PUBLICS
RÉFORME LIBÉRALES
COMMENT PRIVATISER ?
MÉCONTENTEMENT DES USAGERS
C'EST MAGIQUE ! EDUCATION, TRANSPORTS, HÔPITAUX... CA MARCHE POUR TOUT !
Allan BARTE